

DU MÊME AUTEUR  
AUX ÉDITIONS ALLIA

*Chine trois fois muette*  
*Leçons sur Tchouang-tseu*  
*Études sur Tchouang-tseu*  
*Notes sur Tchouang-tseu et la philosophie*  
*Contre François Jullien*  
*Essai sur l'art chinois de l'écriture et ses fondements*  
*Quatre essais sur la traduction*  
*Lichtenberg*  
*Un paradigme*  
*Esquisses*  
*Une rencontre à Pékin*  
*Une autre Aurélia*

JEAN FRANÇOIS BILLETER

*Demain l'Europe*



ÉDITIONS ALLIA

16, RUE CHARLEMAGNE, PARIS IV<sup>e</sup>

2019

JE CONNAIS deux parties du monde, l'Europe et la Chine. Quand je suis arrivé en Chine en 1963 comme jeune étudiant, c'était un pays pauvre. Le Parti communiste, qui avait pris le pouvoir en 1949, s'était donné pour mission de le tirer d'un siècle de marasme. Il lui avait imposé le Grand Bond en avant, qui avait causé l'une des plus terribles famines de l'histoire. Pour cacher la catastrophe et pour que les Chinois ne puissent plus juger de ce qui se passait ailleurs, il les isolait du reste du monde. Aujourd'hui, sous la direction du même Parti, la Chine est devenue une grande puissance, sûre d'elle et dominatrice. Ses dirigeants savent qu'elle a exercé dans le passé une hégémonie durable sur une partie du monde et comptent non seulement rétablir cette hégémonie, mais lui donner une portée qu'elle n'a jamais eue.

L'Europe, au contraire, ne sait plus où elle va. Elle est devenue incapable de tirer de son passé une idée de son avenir. Les Européens ne se reconnaissent plus dans l'Union européenne. Elle ne résout pas les problèmes qui les préoccupent, ce qui conduit un nombre grandissant d'entre eux à se replier sur leurs

nations respectives, où ils se sentent chez eux et seront protégés, croient-ils. Des partis et même des dirigeants nationaux le leur font croire. Ils sont irresponsables, car comment les Européens, s'ils sont désunis, se défendront-ils contre ce qui les menace ? Ils sont de mauvaise foi, car ils se gardent bien de s'engager effectivement dans la voie d'une sortie de l'Union et alimentent des passions qui peuvent plonger les sociétés les plus civilisées dans la violence et la guerre. L'Europe en a fait deux fois la démonstration en un siècle. Ceux qui n'ont pas connu l'horreur oublient que l'Union européenne est née de la volonté d'empêcher le retour de ces catastrophes.

Si ces démagogues sont suivis, l'Europe va se désagréger et se faire dépecer par plus puissants et plus décidés qu'elle. Poutine l'affaiblit en soutenant les forces de division par tous les moyens dont il dispose. Les États-Unis, qui ont veillé à la maintenir dans leur dépendance économique et militaire, entreprennent depuis Trump de la briser. Le défi que lui lancent les dirigeants chinois est moins visible, mais n'est pas moins dangereux. Ils ont déclaré la guerre à l'Europe. C'est une guerre politique qui se joue sur le plan des principes. À l'intérieur de la Chine, c'est une guerre ouverte. Désormais, il y est interdit de faire l'éloge des

“valeurs occidentales”. Il est devenu dangereux de seulement les évoquer. En l'absence d'un État de droit, d'une justice indépendante et d'une presse libre, cette interdiction est une menace : les suites dépendent de l'arbitraire de la police et des autorités, qui agissent de la façon la plus dure quand elles le jugent bon. Les “valeurs occidentales”, ce sont la démocratie, les libertés, la séparation des pouvoirs, les droits de l'homme. Dans leurs rapports avec l'Europe, les dirigeants chinois mènent par contre une guerre non déclarée, conçue pour développer ses effets dans la durée. Ces deux guerres font partie d'une stratégie plus générale dont le but est double : discréditer en Chine d'abord, puis partout ailleurs les idées susceptibles de remettre en question la dictature du Parti et mettre d'autre part la main sur toutes les ressources dont la Chine a besoin pour devenir la puissance dominante et le rester.

J'avais prévu de parler à parts égales de la Chine et de l'Europe. Je voulais montrer que pour reprendre l'initiative et agir, l'Europe doit se donner une forme politique nouvelle ; ensuite que la Chine a une tradition politique différente de la nôtre, très ancienne, qu'il importe de connaître parce que ses dirigeants renouent avec elle, mais aussi parce qu'elle

révèle, par contraste, ce qui est le propre de la nôtre; enfin que, pour avoir un avenir, il faut que l'Europe ait un projet. À la différence de la Chine, de la Russie et des États-Unis, qui se considèrent aujourd'hui comme des nations et se conduisent en puissances nationalistes, l'Europe n'est pas une nation et ne le sera jamais. Son projet doit donc être d'une autre nature.

Je renonce à parler de la Chine parce que cela m'obligerait à être plus long que je ne veux l'être ici, et m'écarterait de l'essentiel. Sur un sujet de pareille importance, il faut être concis.

## LA RÉPUBLIQUE

SI LES EUROPÉENS veulent avoir un avenir, ils doivent se proclamer citoyens d'une République européenne. Ils se donneraient par là le moyen de prendre en main leur destin commun. Ce serait une révolution aussi importante que celle de 1789, mais préparée et concertée. Celle de 1789, qui a commencé sous des auspices si favorables, a ensuite sombré dans la violence au-dedans, elle a été attaquée du dehors. Si les Européens se proclament un jour citoyens d'une république, aucune puissance ne pourra les en empêcher. Certaines chercheront à les diviser mais d'autres les soutiendront, car cette révolution concernera le monde entier.

Entendons-nous. "Révolution" ne signifie pas ici le renversement d'un pouvoir établi au profit d'un pouvoir nouveau, ni la victoire d'une classe sociale sur une autre ni, selon une interprétation plus ancienne, le retour d'un changement qui revient régulièrement. Il désigne un acte fondateur qui est *politique* parce qu'il naît de la décision des uns et des autres d'exercer leur liberté en commun.

Cicéron leur livre la formule de cet acte inaugural: "La république (*res publica*) est la

chose (*res*) du peuple (*publica*) ; mais un peuple n'est pas un rassemblement quelconque de gens réunis n'importe comment ; c'est le rassemblement d'une multitude d'individus qui se sont associés en vertu d'un accord sur le droit et d'une communauté d'intérêts".<sup>1</sup>

Méditons cette définition. Elle implique que ce n'est pas le peuple qui crée la république, mais la république qui crée le peuple. Des individus s'associent "en vertu d'un accord sur le droit et d'une communauté d'intérêts" et accomplissent par là deux choses : ils instituent une république et se constituent en peuple, politiquement parlant.

Par cet acte souverain, ils créent un commencement. Ils se dissocient de leur passé, non pour le déprécier ou le renier, mais pour faire en sorte qu'il ne soit plus déterminant. Ils ne l'abolissent pas, mais s'en détachent pour agir sur un plan nouveau.

Cicéron n'invoque pas la liberté, car il va de soi que les individus qui se déclarent citoyens agissent librement. Ce qui ne va pas de soi et doit être dit, c'est qu'ils le font par un accord *sur le droit*. Ce point est essentiel, car le droit seul peut créer une communauté d'égaux, qui

1. *De la république*, xxv/39.

se reconnaissent les mêmes droits et les mêmes devoirs, et dans laquelle la liberté de chacun pourra être mise au service de la liberté de tous.

Cicéron a formulé cette définition à la fin des cinq siècles qu'a duré la république romaine. Il a dégagé de l'expérience historique un principe. L'idée a ensuite été continûment présente dans la pensée politique européenne. Paradoxalement, donc, si les Européens franchissaient le pas, ils renoueraient avec ce que leur histoire leur a légué de plus précieux. Par leur audace, ils seraient fidèles à eux-mêmes.

Avant d'être le principe d'une action possible, cette idée a un pouvoir révélateur. Elle rend visible ce qui cause la crise actuelle de l'Europe. Les hommes d'État, les hauts fonctionnaires, les intellectuels et les citoyens qui ont œuvré à l'unification de l'Europe, depuis la Seconde Guerre mondiale, ont voulu rendre impossible le retour de la catastrophe qui s'était produite. Cette admirable entreprise a progressé, non sans difficultés, jusqu'au jour où elle s'est trouvée paralysée par un problème qui n'avait pas été résolu, sans doute parce qu'il ne pouvait pas l'être au début : celui de la souveraineté. Les États qui ont décidé d'établir entre eux une paix durable et de s'unir de façon à la rendre pérenne étaient des États-nations. Ils incarnaient des nations

dont la souveraineté était considérée comme inaliénable. Allaient-ils se dessaisir de leur souveraineté pour instituer une souveraineté supérieure ou se contenter de se lier par des traités et diverses formes de collaboration? Et si souveraineté européenne il devait y avoir, dans quelles institutions s'incarnerait-elle? Comment leur donnerait-on une légitimité démocratique? Que resterait-il des souverainetés nationales? On a avancé sans résoudre ces difficultés, ce qui a conduit à l'absurde situation d'aujourd'hui : les Européens ont un marché unique et une monnaie commune, qui les lient, mais pas d'institutions qui leur permettraient de déterminer démocratiquement ce qu'ils veulent faire ensemble. Les institutions qui coiffent l'Union européenne – le Conseil, la Commission et le Parlement – ne forment pas un vrai gouvernement et moins encore un gouvernement démocratique. Inutile d'entrer dans le détail. Ceux qui connaissent les rouages de ces institutions et de celles qui en dépendent le savent, les autres le sentent.

Les conséquences, nous les voyons tous les jours. Les Européens sont livrés aux "lois du marché", c'est-à-dire à des puissances économiques et financières qui se soucient de leurs seuls profits, exploitent leurs divisions pour les mettre en concurrence les uns avec les autres

et contraignent les États à répondre à cette sous-enchère salariale par la sous-enchère fiscale. Cette logique perverse enrichit les riches, appauvrit les salariés, affaiblit les États et divise les Européens. Elle les pousse à se désolidariser les uns des autres et leur enlève la capacité d'agir de concert, même là où leur salut commun est en jeu. Le populisme et le nationalisme sont des réactions qui aggravent le mal et sont cyniquement exploités par ceux qui veulent que rien ne change, qui ne songent qu'à tirer profit de l'état présent des choses.

L'Europe est en crise parce que les Européens ont besoin d'un État européen fort et démocratique, mais tiennent à leurs États nationaux parce que l'Union européenne n'est ni forte, ni démocratique. Ils sont pris dans un piège et n'en sortiront qu'en tranchant la question de la souveraineté. Ils ne pourront pas avoir les deux : les souverainetés nationales auxquelles ils tiennent et l'Europe souveraine, forte et démocratique dont ils ont besoin. S'ils ne tranchent pas, ils n'auront ni l'un, ni l'autre. Ils trancheront lorsqu'ils se souviendront qu'en démocratie la souveraineté appartient aux citoyens. Ce principe a été obscurci parce qu'à l'âge des nationalismes la souveraineté de la nation a été placée au-dessus de celle du citoyen. Les Européens sortiront du piège dans